

**CFPC DR ROBERT WIDONG, CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE DR
ROBERT WIDONG, A.s.b.l., Association sans but lucratif.**

Siège social: L-2514 Luxembourg, 13-15, rue J.-P. Sauvage.
R. C. Luxembourg F693.

L'an deux mille deux, le six novembre, entre les soussignés, tous de nationalité luxembourgeoise, agissant comme membres fondateurs, à savoir

1. L'ENTENTE DES HOPITAUX LUXEMBOURGEOIS (EHL), association sans but lucratif, établie et ayant son siège social à L-2514 Luxembourg, 13-15, rue J.P. Sauvage, représentée par M. Henri Hinterscheid, vice-président de l'EHL, et M. Marc Hastert, secrétaire général de l'EHL.

2. LA CONFEDERATION SYNDICALE INDEPENDANTE, Onofhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg (OGB-L), établie à L-4170 Esch-sur-Alzette, 60, bd J.F. Kennedy, représentée par M. André Roeltgen, chef de département de l'OGB-L et M. Marco Goelhausen, président du Syndicat Santé et Services Sociaux de l'OGB-L.

3. LA CONFEDERATION LUXEMBOURGEOISE DES SYNDICATS CHRETIENS, Lëtzebuurger Chreschtliche Gewerkschaftsbond (LCGB), établie à L-1351 Luxembourg, 11, rue du Commerce, représentée par Mme Viviane Goergen, secrétaire générale adjointe du LCGB, et M. Constant Kremer, président de la Fédération LCGB-Santé.

et tous ceux qui deviendront membres par la suite, il a été formé une association sans but lucratif conformément à la loi du 21 avril 1928 et dont ils ont arrêté les statuts comme suit

A. Dénomination - Siège - Durée

Art. 1^{er}. L'association prend la dénomination CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE DR ROBERT WIDONG, A.s.b.l., en abrégé CFPC DR ROBERT WIDONG.

Art. 2. Le siège social de l'association est établi à Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité au Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'Assemblée Générale.

Art. 3. L'association est constituée pour une durée illimitée.

L'association peut être dissoute à tout moment par décision des membres délibérant aux conditions requises pour une modification statutaire.

B. Objet

Art. 4. L'association a pour objet de soutenir les organes compétents à la formation professionnelle continue des établissements du champ d'application de la Convention Collective de Travail des salariés occupés dans les hôpitaux luxembourgeois (CCT EHL) dans l'accomplissement de leurs missions légales et conventionnelles en relation avec la formation professionnelle continue.

Elle leur propose notamment:

1. La prospection et l'information relative aux offres de formation, tant en matière de formation continue qu'en matière de formations certifiantes et la création de bases de données sur les formations continues et certifiantes offertes au Grand-Duché de Luxembourg, dans la Grande Région et en Europe.

2. L'organisation et la gestion de la coordination logistique entre les établissements.

3. Des conseils quant aux différentes matières de la formation professionnelle continue et des formations certifiantes ainsi que de leur organisation.

4. Des aides logistiques dans le cadre de la réalisation des plans de formation.

5. La coordination sur demande des plans de formation continue.

6. L'accomplissement de missions de représentation sur demande.

7. Généralement, une aide active à la promotion générale de la formation professionnelle continue.

Dans le cadre de sa mission de promotion générale de la formation professionnelle continue, l'association peut:

1. Analyser périodiquement la situation et les besoins sectoriels en matière de formation professionnelle continue, créer des bases de données y relatives et conseiller ses membres quant aux démarches à suivre.

2. Prospecter des nouvelles ressources matérielles et autres en faveur de l'action de formation.

3. Créer des liens de collaboration conventionnés ou non avec d'autres personnes physiques ou morales, notamment des organismes de formation.

4. Organiser et offrir des formations dans le respect des dispositions légales et conventionnelles en vigueur.

5. Conseiller les gestionnaires de formation continue des établissements membres de l'EHL.

6. Informer et former quant à l'évolution du cadre législatif et réglementaire en matière de formation continue.

7. Accomplir des missions de représentation.

8. Devenir membre dans des instances ou organisations nationales et internationales.

L'association pourra par ailleurs accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son objet, de manière à en faciliter l'accomplissement.

C. Membres

Art. 5. Est membre toute partie signataire de la CCT EHL.

Les membres de l'association sont divisés en deux groupes: le groupe patronal et le groupe salarial. Le groupe patronal est composé par l'EHL, le groupe salarial est composé des syndicats représentatifs au niveau national et signataires de la CCT EHL représentant les intérêts des salariés tombant dans le champ d'application de la CCT EHL.

Le nombre de membres est illimité. Il ne peut être inférieur à trois.

Art. 6. Le montant de la cotisation de base, due par tous les membres, à fixer annuellement par l'Assemblée générale, ne pourra dépasser la somme de 250,- EUR (deux cent cinquante Euros).

Les cotisations sont dues pour l'année entière, quelle que soit la date de l'admission.

Art. 7. La qualité de membre se perd par:

1. la démission volontaire.
2. l'exclusion pour des motifs graves.
3. le défaut de signature de la CCT EHL.

La démission volontaire est à adresser par écrit recommandé au Président du conseil d'administration. Est réputé démissionnaire le membre qui, n'ayant pas payé sa cotisation à la fin de l'exercice, reste en défaut de s'exécuter dans les trois mois suivant une mise en demeure notifiée par lettre recommandée.

L'exclusion pour des motifs graves est prononcée par l'Assemblée générale statuant à l'unanimité.

Les droits sociaux des membres qui n'ont pas payé leurs cotisations au jour de l'Assemblée générale sont suspendus jusqu'au règlement de l'arriéré.

Les membres démissionnaires ou exclus ne peuvent réclamer le remboursement des cotisations échues; ils n'ont aucun droit aux biens de l'association. Pour la période avant la démission ou l'exclusion, les cotisations restent dues.

D. Recettes

Art. 8. Les revenus de l'association seront constitués par:

- Les cotisations de ses membres.
- Les revenus provenant de ses programmes, actions et moyens de formation.
- Une cotisation sociale annuelle des salariés des établissements membres de l'EHL fixée par la CCT EHL.
- Une contribution annuelle de la part de l'EHL fixée par la CCT EHL.
- Les contributions et subsides accordés à l'association.
- Les libéralités entre vifs ou testamentaires, qu'elle pourra accepter dans les conditions prévues par l'article 16 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations, telle que modifiée.

E. Organes

E (1) Conseil d'Administration

Art. 9. L'association est administrée et représentée dans toutes les affaires civiles et administratives par un conseil d'administration de 12 (douze) membres, répartis de façon paritaire entre les deux groupes prédéfinis à l'article 5. Ainsi, le groupe patronal est représenté par 6 administrateurs, et le groupe salarial est également représenté par 6 administrateurs.

Le nombre d'administrateurs représentant chacun des syndicats composant le groupe salarial sera proportionnel aux résultats dans le secteur tombant sous le champ d'application de la CCT EHL des élections sociales pour les délégations du personnel ayant lieu entre le 15 octobre et le 15 novembre de chaque cinquième année civile, et pour la prochaine fois en 2003. Quelle que soit la part proportionnelle des syndicats dans les élections sociales prédéfinies, chaque syndicat composant le groupe salarial aura droit à au moins un administrateur au conseil d'administration.

Les candidats pour les postes d'administrateurs sont soumis au vote de l'Assemblée générale.

Art. 10. Sous réserve de la nomination par l'Assemblée générale, chaque membre de l'association a le droit de librement désigner les administrateurs qui pourront le représenter au conseil d'administration.

Indépendamment de toute décision de l'Assemblée générale, chaque membre de l'association a le droit de librement révoquer un ou plusieurs des administrateurs qui le représentent au conseil d'administration.

Art. 11. La durée du mandat des administrateurs est égale à la durée des mandats des délégués du personnel dans les entreprises luxembourgeoises. Au moment de la signature des présents statuts, cette durée est de 5 ans. Par exception, le premier mandat des administrateurs viendra à échéance lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2003.

Les mandats sont renouvelables. Au cas où le poste d'un administrateur deviendrait vacant pour quelque cause que ce soit, le membre qui l'a désigné pourra désigner un nouvel administrateur, sous réserve de nomination par la prochaine Assemblée générale. L'administrateur nommé en cours de mandat termine le mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Art. 12. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et un vice-président pour la moitié de la durée du mandat d'administrateur, à savoir 30 mois au moment de la signature des présents statuts, à choisir alternativement parmi les représentants des deux groupes prédéfinis à l'article 5. Le premier président est élu sur proposition du groupe patronal, le premier vice-président sur proposition du groupe salarial. Pour la deuxième période de 30 mois, et ainsi de suite, le droit de proposition est inversé.

Par exception, le premier mandat du président et du vice-président viendra à échéance lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2005.

Les séances du conseil sont présidées par le président ou le vice-président, ou en leur absence, par l'administrateur effectif le plus ancien en rang et, à parité entre plusieurs, par l'administrateur effectif le plus âgé.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres deux administrateurs-délégués effectifs et deux administrateurs-délégués suppléants, dont chaque fois l'un est proposé par le groupe patronal et l'autre par le groupe salarial, avec comme mission notamment d'assurer le lien au quotidien entre le conseil d'administration et la gestion courante de l'association.

Art. 13. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de l'association et pour effectuer tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans son objet. Il décide notamment de l'administration du patrimoine et de la manière dont l'objet de l'association doit être atteint.

Le conseil d'administration clôture les écritures de l'exercice révolu et dresse le bilan, il établit le budget des recettes et des dépenses pour l'exercice à venir.

Les pouvoirs non réservés à l'Assemblée générale appartiennent au conseil d'administration.

Art. 14. Le conseil d'administration peut déléguer sous sa direction et sous sa responsabilité les affaires courantes à un ou plusieurs de ses membres ou encore à un tiers.

Art. 15. L'association est engagée à l'égard des tiers par les signatures conjointes du président ou vice-président du conseil d'administration d'une part et d'un administrateur-délégué appartenant au groupe opposé de celui de la première signature d'autre part, sans préjudice d'autres modalités de signature à prévoir dans le règlement général.

Art. 16. Le conseil d'administration peut recourir à des conseillers techniques et/ou à des commissions d'études, qui pourront assister sur convocation à titre consultatif aux réunions et assemblées. Le Conseil d'administration fixera le cas échéant leurs rémunérations.

Art. 17. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou, à défaut de celui-ci, du vice-président, aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige et au moins quatre fois par an.

Il ne pourra valablement statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Chaque membre du conseil d'administration peut se faire représenter par un membre suppléant préalablement nommé par l'Assemblée Générale.

Le mécanisme de prise de décision est le suivant: chaque groupe élabore une prise de position commune résultant de la majorité absolue des voix du groupe. Les décisions seront toujours prises à l'unanimité entre les deux groupes. Le vote se fait par mains levées, sauf si des personnes physiques sont directement concernées à titre individuel. Dans ces cas, il est procédé par scrutin secret.

Les résolutions du conseil d'administration sont consignées dans des procès-verbaux, signés par les administrateurs-délégués, consignés dans un registre spécial et communiqués à tous les administrateurs.

E (2) Assemblée générale

Art. 18. L'Assemblée générale ordinaire se réunit chaque année et au plus tard dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice social précédent.

Elle est convoquée par lettre circulaire recommandée par le conseil d'administration avec communication de l'ordre du jour au moins quinze jours ouvrables avant la date de la réunion.

Art. 19. Le conseil d'administration peut également, pour autant que de besoin, convoquer des Assemblées générales extraordinaires dans les délais prévus à l'article 17.

Une Assemblée générale extraordinaire doit en outre être convoquée dans les quinze jours ouvrables de la demande lorsqu'un cinquième de ses membres l'exige par écrit en indiquant l'ordre du jour.

Art. 20. L'Assemblée générale délibère sur les problèmes dont compétence lui est reconnue par la loi sur les associations sans but lucratif et/ou par les présents statuts.

Art. 21. Toute proposition signée par un vingtième des membres doit être portée à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale qui réunit effectivement ou par représentation au moins les trois quarts des membres peut décider à sa majorité d'admettre toute proposition ou tout autre point éventuel à l'ordre du jour.

Art. 22. L'Assemblée générale délibère et décide valablement seulement si plus de la moitié des membres sont présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, il sera convoqué, dans les délais prévus par l'article 17 des présents statuts, une seconde Assemblée générale qui décide valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Art. 23. Dans les Assemblées générales, chaque membre dispose d'une voix au sein de son groupe.

Le droit de vote devient effectif à dater de la réunion de l'Assemblée générale qui suit l'Assemblée générale qui a approuvé l'adhésion du nouveau membre.

Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des deux groupes. Le vote se fait à haute voix par le représentant délégué à cette fin par chacun des membres, sauf si des personnes physiques sont directement concernées à titre individuel. Dans ces cas, il est procédé par scrutin secret, dont la procédure est fixée par le conseil d'administration. Lors des votes, un partage des voix dont dispose chaque groupe n'est pas possible.

Art. 24. Chaque membre peut donner procuration à un autre membre de voter pour lui et en son nom.

La procuration ne vaut que pour une Assemblée générale.

Aucun membre ne peut représenter plus d'un membre.

Art. 25. Les Assemblées générales ordinaires et extraordinaires sont présidées par le président du conseil d'administration ou à son défaut par le vice-président respectivement par l'administrateur effectif le plus ancien en rang et, à parité entre plusieurs, l'administrateur effectif le plus âgé.

Art. 26. Les délibérations et décisions de l'Assemblée générale sont actées dans un registre ad hoc que tous les membres peuvent consulter au siège social et qui est signé par un des administrateurs-délégués ainsi que par le président du conseil d'administration ou à son défaut par le vice-président respectivement par l'administrateur le plus ancien en rang et, à parité entre plusieurs, l'administrateur le plus âgé, avec la précision que les deux signatures ne peuvent pas émaner de deux personnes appartenant au même groupe.

F. Règlement Général

Art. 27. Un règlement général, à approuver par l'Assemblée Générale, déterminera notamment:

- les attributions des administrateurs-délégués;
- les modalités de signature;
- les modalités de délégation de la gestion des affaires courantes;
- l'établissement d'un règlement interne;
- la structuration et le fonctionnement des commissions internes, pour autant qu'elles existent;
- les modalités de diffusion des informations;
- le statut des salariés de l'association, pour autant qu'il y en ait;
- les modalités d'engagement et de licenciement des salariés de l'association;
- les profils de poste pour chaque fonction exercée dans l'association.

G. Exercice social, budget et comptes

Art. 28. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la signature des présents statuts.

Le budget des recettes et des dépenses pour l'exercice à venir est dressé pour l'Assemblée générale annuelle. Les comptes de l'exercice révolu sont clôturés avant le 15 février de l'année suivante.

Le bilan et le budget sont soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

L'Assemblée générale désigne chaque année pour la durée d'une année deux commissaires aux comptes, choisis l'un parmi les candidats proposés par le groupe patronal et l'autre parmi les candidats proposés par le groupe salarial.

H. Dissolution

Art. 29. En cas de dissolution de l'association, pour quelque cause que ce soit, l'actif net sera distribué à l'EHL avec l'obligation de lui donner une affectation autant que possible en rapport avec l'objet en vue duquel l'association a été créée.

Cette affectation sera déterminée par l'Assemblée générale statuant à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés, ou à défaut par les personnes chargées de la liquidation de l'association.

EHL / Syndicat OGB-L / Syndicat LCGB

M. Hastert / M. Goelhausen / C. Kremer

Secrétaire général de l'EHL / Président du Syndicat Santé et Services Sociaux de l'OGB-L / Président de la Fédération LCGB-Santé

H. Hinterscheid / A. Roeltgen / V. Goergen

Vice-président de l'EHL / Chef de Département de l'OGB-L / Secrétaire Générale adjointe du LCGB

Enregistré à Luxembourg, le 17 septembre 2004, réf. LSO-AU03629. – Reçu 630 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(075897.3/000/217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2004.